



## COMMUNIQUE

Depuis quelque temps, nous notons une série d'interdictions de nos activités politiques par des autorités administratives déconcentrées.

Lors de la dernière tournée de PASTEF à Saint-Louis, nous avons été interdits d'accès à la salle de conférence que nous avons louée et des responsables de la police ont tenté d'entraver notre liberté de manifestation, jusqu'à nous empêcher de parler à la presse.

À Louga, nous avons été victime d'intimidations par l'autorité de la police qui a jugé nécessaire d'arrêter un de nos responsables et confisquer tout le matériel de sonorisation.

À Guédiawaye, nos initiatives du week-end pour faire des démonstrations en secourisme sur la plage de Malibu, dans le but d'informer et de former les citoyens sur les risques et mesures d'urgence à prendre, ont été interdites de manière illégitime et inopportune par le préfet pendant que de nombreuses activités ont eu lieu, au même moment, sur ledit site.

Cela a été le cas pour l'interdiction de nos activités qui devaient se tenir à Bambilor, pour lesquelles le sous-préfet a motivé son interdiction en visant l'arrêté du ministre de l'intérieur N°13564 du 07 août 2020 alors que celui-ci a été abrogé par l'arrêté du même ministre N°24068 du 05 octobre 2020.

Pendant ce temps, sur l'étendue du territoire national et sur la même période, nous avons constaté que des activités menées par les militants du parti au pouvoir et de leurs alliées n'ont pas été interdites.

Si tous les citoyens sont égaux devant la loi, qu'est ce qui explique cette différence de traitement et l'acharnement dont PASTEF-Les patriotes et ses militants font l'objet ?

PASTEF-Les Patriotes informe les observateurs de la scène politique ainsi que les organes de la société civile qu'il ne posera aucun acte contraire aux lois de notre pays. Mais il s'opposera par tous les moyens légalement admis à toutes les décisions illégalement prises pour lui nuire ou pour l'empêcher d'exercer, sur toute l'étendue du territoire, les droits que les conventions et chartes signés ainsi que la constitution du Sénégal lui confèrent.

Nous appelons donc nos militants à poursuivre toutes leurs activités dans le respect de la loi mais aussi d'user de tous les bénéfices offerts par celle-ci pour défendre et faire valoir leurs droits.

Pour PASTEF, l'administrateur général

